

Speaking Notes for a Debate on the Emergencies Act / Notes d'allocution pour un débat sur la Loi sur les mesures d'urgences (10 mins)

House of Commons—Speech 3

February 17, 2022

Introduction

Merci Monsieur le Président.

Le débat que nous tenons aujourd'hui en est un qui est très important.

Cette semaine, le gouvernement du Canada a déclaré l'état d'urgence. C'est une décision qui n'a pas été prise à la légère.

Et pour cause : invoquer la Loi sur les mesures d'urgence n'est pas la première chose que le gouvernement du Canada devrait faire, ni même la deuxième. C'est une solution de dernier recours. Mais force est d'admettre que cette avenue est maintenant nécessaire.

Les blocages illégaux érigés à travers le pays au cours des trois dernières semaines ont perturbé la vie de beaucoup trop de Canadiens.

Ces blocages ont causé des dommages importants à notre économie et à nos institutions démocratiques.

Des emplois, et la prospérité du Canada sont en jeu.

À cause des gestes illégaux qui ont été posés, la confiance internationale envers le Canada comme endroit propice aux investissements est aujourd'hui ébranlée.

Monsieur le Président, nous ne pouvons pas rester les bras croisés alors que le gagne-pain des travailleurs canadiens est menacé, alors que les entreprises, grandes et petites sont affectés par ces blocages.

We cannot and we will not let Canada's reputation in the world be tarnished.

That's why our government is taking action.



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Canada

Emergency Economic Measures Order

The emergency economic measures order will allow the government to implement a number of measures to stop the financing of these illegal blockades.

The main objective of this being to limit the flow of money that is used to finance these unlawful activities, and to prevent additional financial support.

As my colleagues have already pointed out, this is about following the money.

Two broad categories of measures are being enacted: first, those aimed at crowdfunding platforms and payment service providers, and second, those applicable to Canadian financial service providers.

Let's look at the first one: crowdfunding platforms and some payment service providers are not currently subject to the anti-money laundering and anti-terrorist financing laws. It therefore stands to reason that they could be used to finance unlawful activities, such as illegal blockades.

To address this, the order extends the scope of Canada's anti-money laundering and anti-terrorist financing rules to cover crowdfunding platforms and the payment processors they use.

Specifically, the entities that are in possession of any funds associated with the illegal blockades are now required to register with the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada and to report suspicious and large value transactions

This will mitigate the risks that these platforms could be used to receive funds from illicit sources or to finance illicit activities.

Second, with respect to financial service providers: the order directs them to intervene when they suspect that an account is being used to facilitate illegal blocking.

This means that banks, insurance companies, and other financial service providers must now temporarily cease providing financial services when they believe an account is being used to finance the illegal blockades.

The order applies to all funds held in a deposit, checking, or saving account, and to any other type of property. This also includes digital assets, such as cryptocurrencies.

As a result, Canadian financial service providers are now able to immediately freeze or suspend an account of an individual or business affiliated with the blockades, and to do so without a court order.

Financial service providers are also protected against civil liability for the actions they take to comply with the order.

[APG]

Of course, these service providers are required to unfreeze accounts when the account holder stops assisting or participating in the illegal blockades.

Avec le Décret sur les mesures économiques d'urgence, le gouvernement ordonne aussi aux institutions financières canadiennes d'examiner leurs relations avec toute personne impliquée dans les blocages illégaux.

Ce décret confère également aux institutions gouvernementales fédérales, provinciales et territoriales un nouveau pouvoir : celui d'échanger des renseignements pertinents avec les banques et les autres fournisseurs de services financiers si ces renseignements contribuent à mettre un terme au financement des blocages illégaux et des activités illicites au pays.

Monsieur le Président, la grande majorité des Canadiens, ceux qui respectent les lois et qui ne participent pas à ces blocages illégaux ne verront aucune différence, ce décret ne changera rien pour eux.

Ces mesures visent à mettre fin au financement qui permet les blocages illégaux. Ce sont des mesures ciblées et temporaires.

Elles s'appliqueront pendant 30 jours et visent les individus et les entreprises qui participent directement ou indirectement à des activités illicites qui nuisent à notre économie.

Ce sont des mesures qui sont nécessaires, monsieur le Président, et elles sont nécessaire à travers le pays.

Il est vrai que les blocages n'ont lieu que dans certaines régions du pays, mais ils nuisent à toute l'économie canadienne.

Il est aussi vrai que la plupart des régions au pays n'ont pas été le théâtre de ces activités illicites. Mais le financement qui a permis ces gestes illicites ne vient pas seulement des quartiers où les semi-remorques ont été stationnés.

Qui plus est, certains individus ont traversé les frontières interprovinciales pour participer à ces activités, des activités qui sont illégales.

Nos institutions démocratiques sont menacées. L'économie canadienne est menacée; la paix, l'ordre et la bonne gestion publique sont menacés au Canada.

C'est inacceptable. Nous devons en finir et nous allons en finir.

Conclusion

Mister Speaker, the message is clear:

[APG]

If people fund blockades that harm the Canadian economy, their bank account will be frozen.

If they think they can use cryptocurrencies to get around the law, that won't work.

If a company's truck is used in these events, the vehicle's insurance will be suspended and the company's bank accounts will be frozen.

Semi-trailers should be on our roads, not parked in front of Parliament. They should be delivering goods and growing the economy, not holding up traffic at border crossings or paralyzing city centres across the country.

Cela dit, je demeure optimiste.

On a beaucoup parlé des manifestants ces dernières semaines. Mais pendant ce temps, beaucoup plus de Canadiens ont continué à se faire vacciner contre la COVID-19.

Depuis trois semaines, environ de 3 millions de doses ont été administrées à travers le pays.

Je sais que tout le monde est fatigué de cette pandémie.

Mais, Monsieur le Président, c'est à coup de vaccins que nous vaincrons la COVID-19 et que nous renforcerons notre économie, pas à coup de klaxons.

Je vous remercie.

[APG]